

B. VENDREDI

**On s'abonne :**  
BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62;  
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;  
PARIS, rue J.-J. Rousseau, 51;  
ALLENBACH, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),  
Hassenstein et Vogler;  
LONDRES, Cowie and son, 2, St. Ann's Lane, Delany,  
Davies et Co, n° 1, Finch Lane, Cornhill, A. Cecil St.,  
Strand, Smith and son, 186, Strand; A. Maurice, 13,  
Tavistock Row, Aug. Siegle, 110, Leadenhall Street.  
AMSTERDAM, B. Eisenbraun, libraire;  
LA HAYE, Boulinet frères, libraires;  
ROTTERDAM, MM. Nijgh et Van Dijk, libraires  
LUXEMBOURG, au bureau de poste;  
ROME, Merle, libraire, place Colonna, 21;  
GENÈVE, Carlanovich, place de la Poste, 21;  
FLORENCE, Vissacchi, cabinet littéraire;  
NAPLES, Deiken et Rocholl;  
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière;  
CONSTANTINOPLE, Christian Roth, libraire;  
SMYRNE, Decipris et Co, libraires.

# L'INDÉPENDANCE BELGE.

Belgique : un numéro 20 centimes.

**PRIX :**  
Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année;  
Province, 43 fr. »  
La France, 21 fr. »  
Allemagne, 18 fr. »  
Angleterre, 12 fr. »  
Autres pays, 17 fr. par trim., port en sus.

**D'ABONNEMENT :**  
Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou l'autre  
à vue sur Bruxelles; d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

Edition du matin

CONSERVATION PAR LE PROGRES

(ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne, payable  
à l'avance)  
PUBLICATIONS diverses (avant la parution), 5 fr. la ligne, d'avance  
PUBLICATIONS diverses (après la parution), 3 fr. la ligne, d'avance  
Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à  
M. HAYAS, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à M. LAFFITTE, BULLIER et Co, 8,  
place de la Cour.

Observatoire Royal.

1<sup>er</sup> août, à midi.27<sup>e</sup> jour de la lune.

BAROMÈTRE observé.	756 <sup>mm</sup> 4
Thermomètre centigr. du baromètre.	19.4
Thermomètre centigr. de l'air.	17.5
Id. maximum depuis hier midi.	19.2
Id. minimum depuis hier midi.	12.0
EAU tombée.	0 <sup>mm</sup> 0
VENT.	NO
SOLEIL, lever.	4 h. 27 m.
Id. coucher.	7 h. 44 m.
LUNE, lever.	soir. 4 h. 13 m.
Id. coucher.	6 h. 26 m.

## AVIS.

Le nombre des collections du *Journal officiel de la Commune* que nous avions réunies au mois de juin, et mises, à titre de PRIME, à la disposition de nos abonnés, ayant été épuisé plus promptement que nous ne l'avions prévu, il nous a été impossible de satisfaire à quelques-unes des dernières demandes qui nous sont parvenues. — Dans cette situation, nous avons dû cesser de faire paraître, en tête des colonnes de l'*Indépendance*, notre avis relatif à cette prime.

Depuis lors, nous avons pu nous procurer une certaine quantité encore des mêmes collections. Nous venons donc informer nos souscripteurs qui n'ont pas été servis jusqu'ici, — bien qu'ils nous aient adressé des demandes régulières, qu'ils le seront au premier jour; — nous venons donner avis, en même temps, à ceux de nos abonnés qui, n'ayant pas souscrit encore, désireraient le faire, qu'ils peuvent nous adresser leurs demandes dans les conditions que déjà nous avons fait connaître et qui sont les suivantes :

Prix de la souscription dans nos bureaux : fr. 13.

Pour les provinces belges et l'étranger, l'affranchissement en plus, savoir :

Belgique, grand-duché de Luxembourg	fr. 0 65
Hollande, Grande-Bretagne	1 25
Allemagne, Autriche, Suisse	1 50
France, Italie, Russie, Serbie, Principautés danubiennes	2 50
Danemark, Espagne, Portugal, Grèce, Egypte, Turquie, Tunis, Tripoli, Maroc, Malte	3 00
Suède, Gibraltar	3 50
Norvège	4 00

Toute demande doit être accompagnée du montant, en une valeur à vue, du prix de la souscription (15 fr.), augmenté du prix d'affranchissement à destination, selon le pays où réside le souscripteur.

Il ne sera tenu aucun compte des demandes qui ne seraient pas faites dans ces conditions.

BRUXELLES, 1<sup>er</sup> août

## REVUE POLITIQUE.

Les déclarations faites à l'Assemblée nationale par M. de Gaulle, à propos du succès de l'empire, et surtout son allusion à la consolidation de la république conservatrice, qui doit être la conséquence, sont fort mal accueillies par la presse réactionnaire, en France. C'est pour elle un prétexte à redoubler d'efforts et de calomnies contre le gouvernement de la défense nationale et contre tous ceux qui, en proclamant la république au 4 septembre, ont introduit en France cette forme de gouvernement si détestée par les conservateurs monarchiques.

Heureusement, l'immense majorité du public est dans de tout autres dispositions. La proclamation de la souscription quasi fabuleuse des 42 millions a été acclamée partout avec un véritable enthousiasme, et le succès de l'opération est inscrit au crédit du gouvernement de M. Thiers, non cependant sans qu'en reporté une juste part à la sagesse dont le parti républicain a su donner des preuves multiples tant à l'Assemblée qu'au dehors. Aussi ne doute-t-on pas que la libération du territoire ne soit rapprochée, grâce à la confiance que la solution de la France peut inspirer à son créancier, et la libération rapprochée entraîne avec elle la dissolution prochaine d'une représentation soi-disant nationale n'exprime point les tendances dominantes et les aspirations du pays.

M. Saint-Marc Girardin a donné lecture de son rapport à M. Thiers et à la commission chargée d'examiner le projet de prorogation. On s'atten-

daît à ce qu'il fut déposé hier et même à ce qu'il provoquerait une vive discussion à propos d'une lettre de remerciement écrite par M. Barthélemy Saint-Hilaire à un conseil municipal qui, en félicitant M. Thiers des résultats de sa politique, a déclaré formellement la dissolution de l'Assemblée.

Le député de l'Oise, secrétaire du Président, n'a tenu compte que de la première partie de l'adresse qui lui avait été transmise et n'a point songé à protester contre celle qui était peu respectueuse pour les députés de la majorité. De ce grand collègue dans les rangs de la droite, M. Barthélemy Saint-Hilaire, appelé au sein de la commission, a dû s'y exposer tant bien que mal. Reste à savoir ce que dira de l'incident le rapport de M. Saint-Marc Girardin et en quels termes il appréciera le rôle qu'aura à remplir vis-à-vis du gouvernement, pendant la prorogation, la commission de permanence de l'Assemblée.

On paraît d'accord sur les conclusions. La commission propose le 13 novembre pour la rentrée de l'Assemblée si la loi relative au jury est discutée avant les vacances; sinon, elle propose de reprendre les travaux le 4 novembre.

M. de Belcastel persiste dans son projet d'interpellation, mais tout fait présu-mer que l'Assemblée refusera de l'entendre.

Les membres du centre droit qui voudraient bien se réconcilier avec M. Thiers pour assurer leur réélection, ou qui du moins comprennent que leur parti a commis une grande faute lorsqu'il s'est mis en hostilité avec le Président, cherchent à accorder le bruit de sa rupture avec la gauche. Ils exploitent beaucoup en ce sens sa promesse, renouvelée à la commission de prorogation, de ne pas s'associer à une campagne de dissolution contre l'Assemblée. Mais sans s'y associer, M. Thiers peut très-bien ne pas contraindre un parti à se séparer de lui. Il est évident qu'il deviendra irrésistible. Le langage des journaux présidentiels indique que telle est en effet sa politique et qu'il entretient, dès à présent, le moment plus rapproché qu'on ne pense où l'Assemblée devra se réunir à abdicquer.

La mésaventure de M. Hasson, le patriarche des Arméniens, renvoyé récemment de Constantinople, est on ne peut plus sensible à la cour romaine et, par conséquent, aux ultra-montains français. L'*Univers* prend aujourd'hui à partie l'ambassadeur de la république près la Sublime Porte, parce qu'il n'est pas intervenu, au nom de la France, dans la querelle du patriarche avec le gouvernement ottoman. Il est vrai que les instructions de M. de Vogüé ne l'y autorisaient point, mais qu'importe? Il aurait dû au moins avoir le bon sens de ne pas se laisser entraîner par le parti de la France plutôt que M. Thiers. Tel est le jugement de l'*Univers*. Il faut convenir qu'avec de pareilles distinctions on ferait de belle diplomatie.

M. de Vogüé est d'autant plus inexcusable, aux yeux de l'*Univers*, qu'il a passé à Rome, pour se rendre à Constantinople, et qu'il avait eu l'avançage de recevoir de Pie IX les conseils qui devaient le guider dans sa mission, et que, s'il ne pouvait les suivre, il aurait dû avoir le courage d'abandonner son poste. C'est à M. de Vogüé de voir ce que peut lui peser ce reproche amer.

Le Pape, d'ailleurs, est content, paraît-il, de ces conseils et on ne prétend faire des instructions supplémentaires diplomatiques qu'à tous autres pour certains diplomates français. C'est tout ce qu'il faut pour l'*Univers* qui nous apprend, récemment encore, lui écrit son correspondant de Rome, le Pape disait à un autre diplomate « partant pour l'Orient, ces paroles : « La vraie grandeur politique de la France est dans l'appui qu'elle prête à la religion catholique. »

Voilà qui simplifierait singulièrement la tâche de la diplomatie française, et l'on ne voit pas que le gouvernement français prendrait la peine de donner encore une direction quelconque à ses agents en Orient. Ce n'est pas lui, en définitive, qui est apte à juger de ce que peuvent exiger les intérêts de la religion catholique, c'est le Pape. Qu'il mette donc ses agents dans la main du Pape. C'est tout ce qu'il faut. On ne comprendrait vraiment pas que, pouvant faire la vraie grandeur politique de la France à si peu de frais, il se laissât trahir l'oreille.

Une discussion s'est engagée hier soir à la Chambre des Communes sur l'opportunité de maintenir un représentant officieux de l'Angleterre auprès du Saint-Siège, lord Enfield, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, et le procureur général de la Couronne ont soutenu que la perte de ses États n'avait pas été au Pape son titre et sa qualité de souverain indépendant.

Hier, la capitale de la Bavière était en fête; elle célébrait le jubilé quatre fois séculaire de la fondation de l'université de Munich. Toutes les universités allemandes, des universités d'Allemagne, jusqu'à celles des universités d'Espagne et de Grèce et les principales sociétés savantes y étaient

représentées. Le célèbre chanoine Doellinger, l'antiquaire et le théologien, président à la fête, en sa qualité de recteur, a la réception des députations étrangères, le ministre de l'Instruction publique et des cultes, M. Lutz, est venu féliciter l'assemblée au nom du Roi. Des discours de congratulations ont été prononcés par M. le professeur Sybel, au nom des universités allemandes, par M. Max Müller, professeur à l'université d'Oxford, au nom des universités étrangères, et par M. E. Curtius, membre de l'Académie royale de Berlin, au nom des corps savants. Il avait été convenu d'éviter toutes les allusions aux questions politiques et religieuses du jour, afin de conserver à cette fête son caractère purement scientifique. Il est à penser seulement que le patriotisme n'en aura pas été exclu.

Le gouvernement central de la république helvétique a accueilli le recours du Conseil cantonal de Genève au sujet de la création projetée d'un siège épiscopal catholique à Genève.

Le même Conseil fédéral chargé du département politique a immédiatement fait droit à cette réclamation et a pris, à cet effet, certaines mesures préventives pour lesquelles il demande l'approbation du Conseil. On ne dit pas si le Conseil est content des mesures; mais il est à présumer que, en présence du procédé arbitraire et provocant de la curie romaine, le Conseil de la république suisse ne se bornera pas à une simple protestation.

## Post-scriptum.

Le *Journal officiel* français publie une note explicative au sujet de la lettre de M. Barthélemy Saint-Hilaire. Il déclare que cette lettre ne fait que reproduire une formule employée en réponse à toutes les Adresses de félicitation ou d'adhésion envoyées au président de la république et que, si l'Adresse des conseillers municipaux de Villefranche avait été lue avec plus d'attention, elle eût été, de la part du secrétaire de la présidence, l'objet d'un blâme énergique.

Ce désaveu aura certainement à la droite et l'on peut tenir encore le petit nuage pour entièrement dissipé.

Le rapport de M. Saint-Marc Girardin, concernant la prorogation, a été déposé aujourd'hui. Il relate les déclarations faites par M. Thiers, au sein de la commission, dans des termes à peu près identiques à ceux que nous en dit nos correspondances de Paris et de Versailles.

Ces déclarations ayant paru complètement satisfaisantes aux conservateurs, la commission estime qu'il n'y a pas lieu de provoquer des explications en séance publique. Elle écarte donc formellement l'interpellation de M. de Belcastel.

Aucune réclamation ne paraît s'être élevée, et la discussion pratique du rapport, consistant à fixer la prorogation du 4 août au 11 novembre, a été votée.

En annonçant, ces derniers jours, la rentrée en grâce de Midhat Pacha auprès du Sultan et sa nomination au poste de gouverneur général de la Roumélie, nous avons fait remarquer que l'opinion publique désignait ce haut fonctionnaire comme le successeur probable du grand-vizir. Cette prévision n'a pas tardé à se réaliser. Un télégramme de Constantinople nous annonce la retraite de Mahmoud pacha et son remplacement au vizirat par Midhat pacha.

Malheureusement, les collègues de l'ancien grand-vizir ont suivi dans sa retraite. Après avoir été tant remanié dans la main de la cour, le conseil des ministres a été remplacé par un conseil provisoire de nouveaux. Ce sont, depuis quelque temps, de vrais changements à vue.

Ajoutons que le Sultan et le vice-roi d'Egypte vivent dans les meilleurs termes et qu'ils ont des rapports journaliers. Le vice-roi vient encore de faire cadeau à son suzerain de 50,000 armes à feu perfectionnées.

Un traité d'extradition vient d'être conclu entre la Belgique et l'Angleterre. Les ratifications seront échangées dans le délai de six semaines. On présume que le traité entrera en vigueur dans deux mois.

On nous écrit d'Anvers, 31 juillet :

« La décision de la députation permanente sur les élections d'Anvers et de Malines était prévue depuis mardi soir. Personne n'ignorait que deux membres de la députation s'étaient d'abord montrés hostiles à l'enquête : c'étaient MM. Geelhand et Van Berchem. M. Geelhand avait même prétexté d'une indisposition pour ne pas se rendre à Malines. Au contraire, MM. Della Faille, Van de Wied et Heyse se montrèrent très-résolus à prononcer l'annulation de la direction des élections. L'enquête était vraiment révélatrice. Ils allaient jusqu'à menacer les députés, jusqu'à mettre en accusation les négociants les plus honorables; ils interrompaient au sujet des faits que les procès-verbaux seuls pouvaient établir

dans leur réalité; ils demandaient : « Pour qui avez-vous voté? De quel côté vous votez? » Comment était-il? Des députés refusaient de répondre; d'autres sortaient indignés.

« A diverses reprises des faits de corruption ont été dénoncés à charge des catholiques. Un prêtre est même très-compromis.

Les députés provinciaux avaient peine à cacher leur irritation quand l'enquête tournait contre eux. D'ailleurs toutes leurs tentatives ont été vaines et ils ont dû reconnaître dans leur arrêté que les faits dénoncés à leur censure n'étaient pas établis.

« Peut-être auraient-ils constaté le contraire, s'ils avaient pu se borner à une affirmation pure et simple. Mais le gouvernement avait exigé un libellé motivé et toute la casuistique de ces messieurs ne venait pas à bout des difficultés d'une pareille tâche.

« Ainsi que je vous l'ai télégraphié, la discussion de mardi soir a été des plus vives. M. le gouverneur avait mission de prévenir la députation que le gouvernement n'entendait pas s'associer à un coup de parti. Il a, par là, irrité, et a même encouragé la cause du droit et de la sagesse. M. Broers, dont la position était d'ailleurs assez fautive, — vous savez pourquoi, — s'est montré ébranlé et hier il a émis un vote négatif. MM. Della Faille, Van de Wied et Heyse sont restés inflexibles.

« Hier au soir la ville entière était illuminée; peu de maisons faisaient exception.

« Aujourd'hui, après la séance de la Bourse, les conseillers élus le 1<sup>er</sup> juillet se sont rendus chez le gouverneur de la province pour le féliciter de la nouvelle victoire que son attitude ferme et loyale a valu à la cause du droit et de la justice. »

Voici le texte de l'arrêté par lequel M. le gouverneur de Namur a pris son recours au Roi contre l'ordonnance de la députation permanente :

« Le gouverneur,  
Vu l'ordonnance en date du 19 juillet courant, B. 14388/13260, par laquelle le Roi a autorisé le conseil provincial à annuler le scrutin de ballottage auquel il a été procédé lors des élections communales de Namur du 1<sup>er</sup> juillet;  
Vu les instructions émanées en matière de recours au Roi, contre les décisions du conseil provincial ou de la députation permanente;

Sur la dépêche du 1<sup>er</sup> ministre de l'intérieur du 25 juillet;

Considérant qu'en présence des mémoires contradictoires émanant, d'une part, de MM. Masset et consorts, et d'autre part, de M. l'avocat Brichon, mémoires remis à l'administration provinciale les 24 et 25 juillet, il y a lieu de prescrire une mesure conservatoire d'urgence, en vertu de laquelle, pour permettre d'examiner, à tous les degrés de juridiction, les points et faits débattus :

« Vu l'art. 189 du code électoral;

« Déclare prendre son recours auprès du Roi contre l'ordonnance précitée de la députation permanente, en date du 19 juillet courant, B. n° 14388/13260;

Arrête :

« Une expédition du présent recours sera adressée à M. le ministre de l'intérieur pour y être donné telle suite que de droit.

« Une ampliation en sera remise à la députation permanente en la personne de M. le greffier provincial.

« Les autres expéditions seront adressées à l'administration communale de Namur, laquelle en portera le contenu à la connaissance du conseil communal et des réclamants.

« Namur, le 27 juillet 1872.

(Signé) C<sup>e</sup> de BAILLET.

On écrit de Verviers, 31 juillet :

« La députation permanente de Liège vient d'annuler le scrutin de ballottage de l'élection communale de Verviers; ce scrutin, qui avait eu lieu entre cinq libéraux et trois catholiques, avait donné la victoire à un libéral et aux trois catholiques.

« Lors du premier tour de scrutin, les bureaux électoraux avaient annulé des bulletins, les uns parce qu'ils portaient le mot « républicain » ou les qualifications de bourgeois et d'ébénier, les autres parce qu'il y avait erreur dans les prénoms ou les noms des candidats notoirement connus. Quatre bulletins ainsi annulés ayant été déposés dans la main de la cour, le scrutin a été recommencé. Les deux votes de M. François Fiecht, libéral, et M. Joseph de Bielle, catholique, proclamés élus au premier tour, ayant tous deux une voix de moins que celle du candidat absolu, doivent être soumis à un nouveau scrutin.

« Le ballottage aura lieu entre huit libéraux et quatre catholiques. »

Voici le texte de l'acte de naissance de la princesse Clémentine :

« L'an mil huit cent septante-deux, le trentième juillet, à six heures du soir, par devant nous Charles-Joseph Hermy, bourgmestre, officier de l'état civil de la commune de Laken, arrondissement de Bruxelles, province de Flandre, à Laken, au palais du Roi, à Laken, l'acte de naissance dont le teneur suit :

« L'an mil huit cent septante-deux, le trentième juillet, à six heures du soir, par devant nous Charles-Joseph Hermy, bourgmestre, officier de l'état civil de la commune de Laken, arrondissement de Bruxelles, province de Flandre, à Laken, au palais du Roi, à Laken, l'acte de naissance dont le teneur suit :

« L'an mil huit cent septante-deux, le trentième juillet, à six heures du soir :

« Nous, Charles-Joseph Hermy, bourgmestre de la commune de Laken, chef de l'ordre de Léopold, etc., etc., assisté d'Emile-Joseph-Adolphe Helbert, secrétaire communal,

« Nous nous sommes transportés au palais de Laken, où était, Sa Majesté le roi des Belges nous a fait connaître, en présence des témoins ci-après désignés, que l'enfant qui nous est présenté et que nous reconnaissons avec les témoins être du sexe féminin, est née au palais de Laken, aujourd'hui à 3 heures 3/4 du soir :

« Que cet enfant est fille de Sa Majesté Léopold II,

Louis-Philippe-Marie-Victor, roi des Belges, duc de Saxe, prince de Saxe-Cobourg-Gotha, âgé de 37 ans, né à Bruxelles, et de Sa Majesté Impériale et Royale, Marie-Henriette-Anne, reine des Belges, archiduchesse d'Autriche, âgée de 35 ans, née à Pesth (Hongrie), conjoints, domiciliés à Bruxelles;

« Que la princesse nouvelle née portera les prénoms de Clémentine-Albertine-Marie-Léopoldine.

« En foi de quoi, nous, bourgmestre, officier de l'état-civil, assisté du secrétaire préqualifié, avons dressé le présent acte et l'avons inscrit dans le registre des actes de naissance de la commune de Laken, le tout en présence de MM. Barthélemy, comte de Thaux de Moyland, membre du conseil des ministres, ministre d'Etat, grand cordon de l'ordre de Léopold, etc., âgé de 78 ans, domicilié à Heusden, province de Limbourg;

« Théophile-Charles-André De Lantsheere, ministre de la justice, âgé de 39 ans, domicilié à Bruxelles; Guillaume-Louis-Dominique-Joseph baron de Cras, président de la cour de cassation, membre du conseil héréditaire, officier de l'ordre de Léopold, âgé de 68 ans, domicilié à Bruxelles; Charles-Jean-Baptiste-Florian-Faidier, procureur général, ancien ministre de la justice, procureur général près la cour de cassation, commandeur de l'ordre de Léopold, etc., etc., âgé de 60 ans, domicilié à Bruxelles;

« Théodore-Joseph, comte Vander Straeten-Ponthoz, grand-marchal de la cour, officier de l'ordre de Léopold, âgé de 63 ans, domicilié à Clavière, province de Liège;

« Gustave comte de Lannoy, grand maître de la cour de S. M. le Roi, officier de l'ordre de Léopold, âgé de 71 ans, domicilié à Anvaing, province de Hainaut.

« Nous avons vu, jour et heure susmentionnés, donné à Sa Majesté le Roi, père de l'enfant royal nouveau-né, et aux témoins ci-dessus désignés lecture du présent acte qu'ils ont déclaré l'instaurer avec nous et le secrétaire communal.

(Signé) LÉOPOLD, comte de Thaux, T. De LANTSHEERE, baron de CRASIER, CHARLES FAIDIER, comte VANDER STRAETEN-PONTHOZ, comte de LANNON, CH.-J. HERMY, EMILE HELBERT.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.

« Les témoins ci-dessus ont signé avec nous et le secrétaire communal.



chez elles aussi mouillées que si elles étaient tombées dans l'escalier. A un coin de rue, où l'eau se précipitait avec fureur en tournoyant, un ouvrier a même été entraîné à plusieurs mètres de distance avant de pouvoir se remettre sur pied.

Le quartier de la Madeleine est de tous celui qui a le plus souffert, celui où les ravages sont réellement désastreux. La scène a été la plus effrayante que partout ailleurs. Pendant que les fenêtres chassées par le vent s'ouvraient avec fracas, que des torrents d'eau inondaient les caves et envahissaient les maisons, que les habitants affolés essayaient vainement d'arrêter l'inondation, une fleur rougeâtre, sur laquelle le clocher de l'église se détachait en noir, se remarquait à l'horizon. C'était la fleur d'un incendie allumé par la foudre dans les environs. Mais, pour le moment, on croyait que le feu était en ville ou dans les faubourgs, et nous laissons à penser quelle devait être la terreur des habitants du quartier.

Le matin, on pouvait constater les dégâts causés dans la rue de la Madeleine. Elle disparaissait entièrement sous une épaisse couche de boue. Partout des pompes fonctionnaient pour vider les caves remplies depuis le soir jusqu'à la voûte. Dans les salons de certaines maisons, l'eau était montée à une hauteur de trente ou quarante centimètres. On repêchait, au milieu de cette mare boueuse, les provisions, les marchandises. Toutes les personnes de la rue ont subi des pertes : chez plusieurs fabricants de bonneterie, les dommages sont considérables. Pour l'un d'eux, la perte sera probablement de plusieurs milliers de francs.

On nous écrit de Liège, 1<sup>er</sup> août : La statistique de l'état civil de cette ville accuse pour le mois de juillet dernier les résultats suivants :

Naisances . . . . .	308
Décès . . . . .	291
Excédant en naissances . . . . .	17
En juillet 1871 on comptait :	
Naisances . . . . .	287
Décès . . . . .	305

Excédant en décès . . . . . 18

On nous écrit de Liège, 31 juillet : « Un grand nombre de personnes influentes de cette ville se trouvant actuellement en villégiature, à la campagne ou en voyage, il a été décidé que le comité du *Denier des écoles* ne serait définitivement constitué qu'après les vacances. »

On nous écrit de Chénée, 31 juillet :

« Un affreux accident est arrivé hier près de la station du chemin de fer en notre commune au moment du passage du train express partant de Verviers à midi : un jeune garde, nommé Thiry, âgé de 23 ans, qui n'était que depuis peu au service du chemin de fer de l'Etat, allant contrôler les coupons des voyageurs, a roulé en bas du train pendant que celui-ci était en marche rapide, et le malheureux est tombé sur les rails où il a eu la tête horriblement écrasée sous les roues du convoi. La mort a été instantanée. L'infortuné garde avait aussi un bras et les jambes brisées. »

On nous demande une rectification au sujet de la dépêche parue dans notre dernier numéro et faisant connaître le jugement du tribunal correctionnel de Lille, dans l'affaire des marchés de la guerre.

Nous avons annoncé, par cette dépêche, la condamnation à deux ans de prison de Meunier et Sterling. C'est Meunier-Sterling qu'il faut lire. De même, c'est à M<sup>me</sup> Meunier-Sterling et non à M<sup>me</sup> Meunier qu'ont été appliqués six mois de la même peine.

## Arts, sciences et littérature.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE VIENNE EN 1873. — Une souscription recueillie parmi les fabricants du sucre et les cultivateurs de betterave austro-hongroise, a mis à la disposition de M. le directeur général une somme de 11,700 florins pour être distribuée en prix aux meilleurs instruments servant à la culture ou à la récolte de la betterave.

Il sera distribué :

1<sup>er</sup> Un prix de 2,000 florins et un prix de 1,000 florins aux deux meilleurs semoirs avec distributeurs d'engrais.

2<sup>o</sup> Un prix de 500 florins à la meilleure herse, ou le meilleur rouleau pour briser les moles ;

3<sup>o</sup> Un prix de 1,000 florins au meilleur sarclure ;

4<sup>o</sup> Un prix de 3,000 florins et un de 2,000 florins aux deux meilleurs instruments à récolter les betteraves ;

5<sup>o</sup> Un prix de 200 florins, au meilleur instrument à manœuvrer pour couper les tiges et nettoyer les betteraves ;

6<sup>o</sup> Un prix de 300 florins à la meilleure herse à main.

7<sup>o</sup> Un prix de 300 florins au meilleur outil à main pour extraire les betteraves du sol ;

8<sup>o</sup> Un prix de 1,000 florins et un de 500 il. aux deux meilleurs cultivateurs.

Une somme de 300 florins sera également répartie entre les meilleurs instruments non dénommés, mais qui paraîtront utiles à la culture ou à la récolte de la betterave.

Ces divers prix sont tout à fait distincts des récompenses accordées par le jury international et seront décernées par un jury complètement indépendant ; les concurrents auront droit aux récompenses et aux médailles que le jury international doit décerner d'après le programme général de l'exposition.

## Bulletin de la bourse de Bruxelles.

La bourse, influencée par la faiblesse des cours de clôture d'hier, à Paris, débute un peu moins ferme, mais des achats importants ramènent bientôt le marché ; le nouvel emprunt qui avait débuté à 3-35 de prime, clôture demain à 4-125.

L'emprunt antérieur finit à 80-40.

Les dernières informations de Paris disent que l'emprunt a été couvert 12 fois.

Les Métaux restent dans les cours d'hier aux environs de 69 1/4.

Les Finances sont demandées à 20 1/4.

Le comptant est d'une grande fermeté.

La rente belge 4 1/2 est introuvable à 102 ; les Rentes nationales, en hausse de 30 fr., sont demandées à 3-270.

On cote les Cockerill à 1,205 ; les Villes de Paris à 255 et les actions Anvers-Rotterdam à 980.

Le change sur Paris est très-offert et ne se négocie guère qu'à 1 p. c. de perte.

Le Londres finit à 25 37 1/2.

## Communications et avis divers.

### BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS.

### EMPRUNT NATIONAL FRANÇAIS 1872

### TROIS MILLIARDS.

La Banque de Paris et des Pays-Bas a l'honneur d'informer Messieurs les souscripteurs qu'ils peuvent se présenter à leur caisse pour retirer les 9/10 des sommes versées pour la souscription.

### EMPRUNT NATIONAL FRANÇAIS

### de 1872.

Monsieur S. Lambert, à Bruxelles et à Anvers, a l'honneur d'informer ses souscripteurs que, d'après les instructions du trésor français, il rembourse les 9/10 des sommes versées pour la souscription.

Monsieur Jacques Errera-Oppenheim a l'honneur d'informer MM. les porteurs de récépissés de souscription à l'emprunt français, émis par sa maison, qu'ils peuvent retirer à sa caisse le neuvième dixième du versement de garantie effectué, contre inscription sur ledit récépissé de cette restitution.

La MESSAGERIE EXPRESS, 92, rue du Midi, à Bruxelles, — 14, rue Mazagan, à Paris, se charge du transport des échantillons, notes, valeurs, espèces, papiers d'affaires et colis de toute nature en

grande et petite vitesse. — Dégagements du mont-de-piété. — Commission. — Consignation — Agence en douane.

— Assortiment de soies noires, Marché-au-Bois, 8.

## NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 31 juillet.

Tous les préfets ont télégraphié à M. Thiers que l'effet de l'emprunt avait été littéralement ludoynant, et que non-seulement il avait contribué à dissiper toutes les inquiétudes qu'on pouvait encore nourrir pour la situation, mais qu'il avait eu une influence d'apaisement volontaire ou forcé dans tous les partis hostiles à la république et avait donné de véritables gages de consolidation aux institutions actuelles. L'effet est si grand qu'on s'est demandé s'il ne devait pas faire changer les intentions du gouvernement impérial allemand vis-à-vis de la France, et s'il permettrait encore à la politique de M. de Bismarck d'être aussi exigeante pour le mode d'un paiement garanti désormais par la confiance que, de toutes les parties du monde, on témoigne à la France et à son gouvernement. Il a semblé que la Prusse ne pourrait plus refuser d'abandonner son occupation (les paiements ne dussent-ils pas être trop hâtifs, crainte de perturbation financière ou monétaire), du moment que nos engagements seraient endossés par tant de maisons considérables qui se disputent l'honneur d'être la France à liquider son passé. Cependant rien n'est venu confirmer ces présomptions favorables. Dans tous les cas, il est incontestable que le miracle résultant n'est pas de nature à démentir les espérances que M. Thiers a cru pouvoir faire concevoir pour une libération du territoire qui deviendrait les délais assignés.

Toute médaille à son revers ; quand elle n'en a pas en invente. On prétend aujourd'hui que le côté de spéculation inséparable d'une pareille affaire amènera des ruines, sinon même des catastrophes. Il est certain que ceux qui auront vendu d'excellents titres pour acheter de l'emprunt français eussent-ils été dans une énorme proportion, auront fait une détestable affaire ; cela n'est pas la faute de l'emprunt et encore moins du gouvernement qui l'a émis. Seulement il faut éviter toute exagération d'optimisme même dans un triomphe de proportions inespérées, et se rappeler un mot de M. Thiers lui-même après avoir dit du 20 par 20 départements au 8 février : il ne faut jamais trop s'enorgueillir d'un succès sur lequel on n'a pas compté.

M. Saint-Marcel-Girardin a été aujourd'hui chez le chef du pouvoir exécutif pour lui communiquer le rapport de la commission de prorogation. On sait que le président de la république avait demandé (ce qui était de toute justice, du reste), que si on mentionnait dans ce rapport les paroles qu'il avait prononcées au sein de la commission, on lui en communiquât le texte pour s'assurer qu'on ne s'était pas mépris sur sa pensée. La précaution n'était pas inutile, car dans ce moment-ci il y a des journaux du centre droit qui n'hésitent pas à déclarer que M. Thiers est tout entier acquis aux conservateurs et a rompu avec les radicaux.

C'est une troisième tactique de ce parti qui a commencé par mégar M. Thiers en conspirant contre lui, en allant d'Anvers à Prolisford, avec correspondance au besoin sur Chislehurst ; qui ensuite, après la démarche des bonnets à poil, motivée par les élections radicales, a été en fureur et imprécations contre lui, et qui maintenant, comprenant que c'en est fait de ses espérances, cherche à obtenir le pardon et l'appui de l'homme qui a tout à tour tenté de renverser et d'insulter.

Malheureusement il y a fort peu d'accord dans le parti même pour cette manœuvre. Tandis qu'un journal, depuis peu l'organe aux idées conservatrices que M. Thiers est le garant dans le langage du *Bien public*, un autre journal plus clairvoyant, le *Franc-Sin*, accuse amèrement le même *Bien public* d'être hostile à l'Assemblée, se plaint vivement des relations dangereuses de M. Thiers avec la gauche, accuse M. Jules Simon d'avoir dit, en parlant de M. Naquet : « C'est un des nôtres », et, détail bien significatif et plus curieux, fait connaître que, au moment où une majorité aussi faible que violente allait se signaler, dans la séance d'avant-hier, par un des votes les plus mauvais qui aient émané d'elle, M. Barthélemy Saint-Hilaire et M. Cochet parcourent tous les groupes en disant : On ne vote pas.

Voilà l'exacte vérité ; le bon sens le disait avant que fragile, entre M. Thiers et la droite n'est pas ridicule. En supposant qu'il y ait quelque chose de réel, tout s'écroulerait aux prochaines élections partielles. Il y aura alors quatre républicains et peut-être même quatre radicaux élus ; la majorité n'existera plus, voyant ce que les uns appellent le mauvais vouloir, d'autres l'impuissance, et les mieux informés un vrai succès de M. Thiers, reprendra ouvertement ses haines et ses colères.

D'après une entrevue qui aurait eu lieu entre le bureau de la gauche républicaine et M. Thiers (et au sujet de laquelle a paru une note dans le *Temps* de ce soir), la dissolution de la Chambre devant avoir lieu dans la pensée du président de la république, en même temps que la libération du territoire. Mais un article de ce soir dans le *Bien public*, intitulé : *La Gauche et la Dissolution*, implique un doute infiniment plus rapproché pour la résolution que prendrait l'Assemblée de limiter son mandat. Telles formes respectueuses qu'on emprunte l'article en question, qui, n'étant pas signé, paraît venir de plus haut que la rédaction du journal, je doute fort que les organes du centre droit, qui aiment tant à s'illusionner sur les dispositions de M. Thiers, puissent s'en montrer satisfaits.

La commission de prorogation ne sera nommée que vendredi. L'Assemblée pourrait se séparer ce soir-là, même si l'on ne discutait pas la loi sur le jury dont l'urgence paraît être vivement plaidée du côté de la droite. Avant la prorogation, la gauche républicaine publiera un manifeste rédigé par M. Henri Martin et qu'on dit fort remarquable.

M. Thiers en se rendant à Trouville sera accompagné du général de Cassin ; ce matin est partie une compagnie de gendarmes mobile commandée par un lieutenant, et destinée à faire dans cette courte villégiature le service de la présidence.

Les inspecteurs généraux de l'armée ont lieu en ce moment ; elles sont très-avancées ; on y montre une sévérité exceptionnelle ; la discipline doit être rétablie à tout prix.

On vient de mettre à exécution, à Lyon, l'arrêté de M. Pascal qui rétablit les écoles congréganistes ; ce sont les adieux zélés de ce préfet au parti clérical ; on sait que M. Pascal est aujourd'hui conseiller d'Etat.

Le maire de Servolx (Savoie), qui était monté en chaire dans l'église pour répondre à un prédicateur qui avait fait une excursion sur le domaine politique, a été suspendu pour un mois.

Les nouvelles qui arrivent de tous les points des départements où a passé la tempête dont Paris s'est ressenti samedi soir, annoncent de grands dégâts, des récoltes perdues et même quelques victimes.

Des feuilles républicaines modérées, telles que la *XXIX<sup>e</sup> siècle* et les *Débats*, blâment, ainsi que l'avait fait le *Bien public* lui-même, au grand scandale des feuilles monarchiques, le rôle odieux pris, dans la séance d'hier par la majorité de l'Assemblée en mettant, avec tant de persistance et d'acrimonie, en suspension l'opportunité de certains membres de la gauche, uniquement pour saisir ses haines antirépublicaines.

On avait même parlé de rencontres entre M. d'Audiffert-Pasquier et quelques-uns des députés dénoncés ; mais à peine eût-il besoin d'ajouter que ces suites peu parlementaires seront définitivement évitées.

(Correspond. particulière de L'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 31 juillet.

Qu'est-ce que c'est ? j'apprends en arrivant que les lampistes ont reçu l'ordre de se tenir prêts pour une éventualité de prolongation de séance ! Les uns disent qu'on veut finir aujourd'hui la session, d'autres qu'on veut aller jusqu'à demain ; les autres, qu'on prévoit une discussion longue et peut-être orageuse sur le rapport de la commission de prorogation. Nous verrons bien.

On attend le dépôt du rapport pour tout à l'heure, dans tous les cas. Le rapport conclut à la prorogation du 4 août au 7 ou au 8 novembre. La vraie discussion sur le projet de loi du jury ne viendra décidément qu'à la rentrée, comme je vous l'annonçais hier.

En séance, en attendant, suite de la discussion des bouilliers de cru. On n'écoute pas. J'en profite pour mijoter et faire un peu mon examen de conscience. Il y a vraiment longtemps que je ne vous ai parlé de notre gracieuse gesture. M. Princeteau, qu'un de ses bons amis de la droite me définissait l'autre jour : « Un verre de vinaigre, additionné de quelques gouttes de vitriol et masqué d'un sirop de gomme », est parti pour Bordeaux en villégiature. Quant à M. Baze, « seul il règne et gouverne » à Versailles. Son humeur farouche ne s'adoucit pas. Au contraire, depuis que les journaux ont reproduit quelques-unes des fleurs de sa corbeille poétique, il a, disent ceux qui l'approchent, « des gens qui ont le tempérament de Van Amburg ou de Carter, les illustres d'ailleurs » il a une sorte d'écrit d'humeur particulière. En effet : « moussu Baze » tout court, par-là-là, à passer pour vertueux. Ainsin dit-il ; mais il est aimable comme une porte de prison, c'est vrai ; mais il est vertueux ! il est le plus essoufflé des avocats, avançant d'avocasserie ! est-il... mais il restons en là, par-bon d'âme ; mais il est vertueux... vertueux... vertueux. Jamais... Bref, on suppose que c'était pour cette vertu incomparable, — je n'ose pas dire unique, — que ses collègues le nommaient questeur, ou, voyez entre autres un contre-chant poétique de la muse de M. Baze : *l'Indépendance*, je le sais, n'a pas beaucoup de place à donner dans ses colonnes à des poésies de cette valeur. Mais... bah ! pour aujourd'hui... cela vaudra toujours bien l'ennuyeux discours qu'il continue entre bouilliers et non-bouilliers. Au lendemain de 1830 donc, et à la veille d'embrasser la carrière de la vertu, M. Baze chantait ceci :

Nous avons briaé l'Idole  
Du droit qu'on nous avait divin.  
D'une discorde frivole  
Parmi nous plus de levain.  
Qu'un accord patriotique  
Nous donne avec d'effort  
La meilleure république.  
A vos rangs, gardes à vos rangs.  
Soldats, citoyens  
Soyons les soutiens  
De notre patrie.  
Servons tout à tour  
La gloire et l'amour.  
Tout nous y convie ;  
A notre bon roi,  
A notre maîtresse  
Donnons notre loi  
Et chantons sans cesse :  
Vive le roi ! vive le roi !

Eh ! eh ! eh !

Et depuis la publication de ces jolis vers, imaginez-vous qu'il y a eu au détour de tous les couloirs, dans les embrasures de portes, partout, des voix qui fredonnaient :

Servons tout à tour  
La gloire et l'amour....

Cela fait l'effet d'un topique sur la vertu de M. Baze qui bondit comme le père noble des « petites danses », quand il croit avoir entendu un « plus souvent » et qui cherche. Mais... rien ? Ce sont des sylphes !

Ca le vexa.

A propos de M. Baze, ce n'est pas ma faute si la discussion des bouilliers de cru continue, grâce à l'acharnement sans vergogne des députés bouilliers, lesquels sont pis que les députés blattiers quand on parle coton et drapacab. J'ai appris l'autre jour, par un de mes prédécesseurs de *l'Indépendance*, qu'un Corps-Législatif la farouche questeur, alors obligé de loger son importante personne dans la loge des anciens députés, y faisait une telle vie que les huissiers étaient obligés de l'inviter au calme et au silence.

Mais assez pour aujourd'hui.

Le plus véhémente des bouilliers de cru est... M. Lambert de Sainte-Croix, qui se met dans une véritable colère à la tribune. Il trouve qu'on ne l'écoute pas assez, et oblige l'Assemblée, d'un ton vraiment peu en harmonie avec le sujet en discussion. On n'écoute pas tout à l'heure. On rit maintenant. Plus on rit, plus M. Lambert de Sainte-Croix se met en colère ; et plus M. Lambert de Sainte-Croix se met en colère, plus on rit.

M. de Goulard monte enfin à la tribune et déclare, au nom du gouvernement, que l'impôt est juste, nécessaire, et qu'il faut le voter pour équilibrer le budget. Là-dessus tout le monde est d'accord. Mais si vous croyez que le bouillier de cru renonce... Jamais ! jamais ! jamais !

Cinq heures et quart. Les bouilliers continuent à faire bouillir le sang de leurs malheureux auditeurs. Que vous en dirai-je ? De temps en temps, le président lui-même, un bouillier nouveau monte à la tribune ; on ne l'écoute ni ne l'entend ; au milieu du bourdonnement général, le président met l'amendement aux voix ; il est rejeté, et c'est un de plus au panier.

5 h. 1/2. — M. Maréchal (de la Charente) est encore à la tribune, et plusieurs bouilliers se tiennent à l'entour. M. Thiers, qui était venu vers le milieu de la séance, est reparti ; puis revenu, puis reparti.

Enfin... mon Dieu ! voici un contre-bouillier ; c'est M. Laurent. Hélas ! les contre-bouilliers ne sont guère plus intéressants que les bouilliers.

Nous n'en sommes encore qu'à l'article 2, et il y a une demande de scrutin.

Pendant le dépouillement, discussion de l'ordre du jour ; on y porte divers projets d'indemnité locale ; un projet de répartition de 4 millions d'indemnités de guerre ; un autre crédit pour paiement aux villes de leurs dettes pour les mobilisés.

On a distribué aujourd'hui un projet de loi électoral, dit l'Initiative de Sa Majesté M. le marquis de Castellane. Inutile de vous dire que c'est, du premier article au dernier, toute une entreprise contre le suffrage universel.

On a distribué aussi le rapport de M. Depierre sur les propositions d'amnistie de MM. Brisson et de Pressensé. Vous savez déjà que ce rapport conclut au rejet, tant de la proposition de MM. Brisson, L. Blanc, etc., qui demandait une amnistie complète, que de la proposition de MM. de Pressensé, Paul Morin, Belhomme, Bardon, et Laboulaye, qui impliquait une amnistie partielle.

Séjour sur l'article 2 du projet de loi : Pour l'article 402 voix, contre 130.

La séance est levée après la proclamation du résultat. Ainsi continuation à demain de la discussion. — On !

Paris, sept heures et demie. — On s'interroge au retour, le long du chemin. Pourquoi donc le rapport de M. Saint-Marcel-Girardin n'a-t-il pas été déposé ? Qu'attendait-on donc pour le soir ? Le rapport n'a pas été déposé parce qu'il n'est pas fini et qu'on se débat encore sur les termes à employer, sinon sur les conclusions.

Je vous le disais hier, la nomination de M. Saint-Marcel-Girardin ne semblait pas avoir un sens conciliateur. La droite n'est pas contente ; elle est même fort en colère, et les lustres commencent à déborder d'un grand orage. Voici : M. Barthélemy Saint-Hilaire a encore écrit une lettre ; lettre manuscrite, disent les uns ; autographiée, disent les autres ; et le point a son importance comme vous l'avez vu. M. Barthélemy Saint-Hilaire a une formule toute prête pour remercier les conseils municipaux des adresses qu'ils envoient au président de la république.

Il le félicite d'abord de leurs sentiments patriotiques ; puis les remercie de leur dévouement à la chose publique. Or, voilà qu'un conseil municipal

a envoyé à M. Thiers une Adresse qui émet des vœux en faveur de la consolidation de la république. Ce ne serait rien, mais l'adresse demandait aussi et formellement la dissolution de l'Assemblée. Sans y prendre garde, M. Barthélemy Saint-Hilaire a répondu par sa formule. Vous jugez !

Les bouilliers à peine de la commission l'ont pris de haut et ont fait mander à comparaitre aujourd'hui devant eux M. Barthélemy Saint-Hilaire, — qui s'est excusé, tant bien que mal, — et auquel on a imposé, par-là-là, la publication d'une note de désaveu qui paraîtrait demain dans les journaux.

(Autre correspondance.)

Versailles 31 juillet.

Le discours de M. d'Audiffert-Pasquier est encore aujourd'hui très-diversément apprécié par la presse et par les cercles parlementaires ; dans la presse monarchique il a servi de prétexte à une nouvelle campagne contre les hommes du 4 septembre ; les insultes, les injures, les colomies recommencent avec plus de violence qu'autrefois : c'est que les adversaires de la république sont fort désappointés de n'avoir pu trouver ces marchés scandaleux dont on annonçait avec grand fracas la prochaine révélation. Aussi glisse-t-on rapidement sur les faits insignifiants relevés par la commission des marchés pour ne s'attacher qu'à la question politique, et reprocher au gouvernement de la défense nationale d'avoir contribué, à cause de son énergie dans la résistance aux Allemands, à amener le maintien de la république dans notre pays.

Dans les cercles parlementaires, l'abstention du gouvernement et de la gauche est très-commentée et on n'est pas très-satisfait du résultat de la discussion et du vote qui manque certainement d'autorité à cause de l'abstention de la gauche et du centre gauche. M. le duc d'Audiffert-Pasquier lui-même est très-désappointé. Ce matin, dans la gare Saint-Lazare, avant de partir pour Versailles, par le train de onze heures 25, il interpellait vivement M. Emmanuel Arago et paraissait en proie à une assez grande exaltation. M. Emmanuel Arago, dont la voix retentissait fortement, sous la voûte de la gare, a répondu au président de la commission des marchés que les conclusions du rapport auraient obtenu l'unanimité si lui-même n'avait pas donné à la proposition de renvoi du rapport aux ministres la signification d'un blâme que cette proposition ne comportait pas. Le *Journal des Débats* est sur ce point en parfaite communauté d'opinion avec les honorables représentants de la gauche ; en effet, dans son bulletin politique, une phrase résume très-exactement l'opinion générale et les mobiles qui ont inspiré les divers partis : « Il ne tenait qu'à la majorité d'obtenir un vote unanime ; elle l'a repoussé, elle l'a rendu impossible ; elle a voulu absolument faire acte de » parti au lendemain de l'emprunt et au moment de prendre son congé annuel. » Et le rédacteur ajoute qu'il ne faut pas s'étonner si on demande la dissolution de l'Assemblée ; c'est, en effet, ce qui n'a pas manqué ; les divers organes de la presse démocratique poussent le même cri de dissolution, et les motifs qui leur dictent cette conduite ne sont pas sans valeur, en présence des scènes scandaleuses et des violences regrettables de la droite.

Les succès prodigieux de l'emprunt émerveillent les plus optimistes ; le parti républicain en fait retentir l'origine à la sagesse du gouvernement actuel et conclut que l'Europe a une entière confiance dans la république. Quant au parti réactionnaire, il reste plus froid et critique vivement M. de Goulard d'avoir affirmé hier à la tribune que le succès colossal de cette opération financière était dû à la république conservatrice ; le *Journal de Paris* principalement ne cache pas son irritation contre les déclarations du ministre des finances.

Il paraît que le président de la république a reçu une Adresse de Villeneuve (Rhône) très-flatteuse pour lui, mais fort désagréable pour l'Assemblée. Jusque-là il n'y a rien à dire, mais M. Barthélemy Saint-Hilaire a écrit une note pour remercier les signataires de ces bons témoignages de sympathie, et la commission de prorogation est fort irritée de cette réponse du secrétaire de M. Thiers.

M. Saint-Marcel-Girardin, de Broglie, de Kerdrel se plaignent du peu de différence que M. Barthélemy Saint-Hilaire conserve pour l'Assemblée en adressant des remerciements à ceux qui ne sont pas bienveillants pour elle. Au fond, la lettre du représentant de Seine-et-Oise est qu'un simple accusé de réception, et les bonnets à poil sont véritablement trop susceptibles.

(Correspond. théâtrale de L'INDÉPENDANCE.)

Paris, 31 juillet.

Le baryton Lassalle vient de faire son second début dans le rôle de Nulso de l'*Africaine*, reprise espérée pour lui, avant-hier. Croirez-vous qu'en dépit d'un chœur sénégalais la recette s'est élevée à 8,227 fr. et qu'on a refusé du monde à la porte ? Car il y avait, à cette occasion, naturellement, un service de presse et ce service se fait assez largement à l'Opéra.

C'est vous dire d'abord que tout Paris n'est pas encore aux bains de mer, aux eaux thermales, en villégiature, qu'au lieu de jeter qu'il y a d'ailleurs grande affluence d'étrangers, chez nous, en ce moment ; que les opéras de Meyerbeer ont conservé toute leur vogue. Enfin, pourquoi n'ajouterai-je pas que le baryton Lassalle, dont les débuts, chez nous comme à Bruxelles, ont fixé l'attention, est bien en droit de revendiquer sa petite part dans le phénomène que je viens de vous signaler ?

Phénomène, oui certes, s'il est vrai que la semaine passée, où le chœur était encore plus intense qu'à présent, *Rabagas*, le trop fameux *Rabagas*, soit tombé au Vaudeville à 622 fr. de recette, pendant que le *Cousin Jacques* au Gymnase s'affaissait jusqu'à 242 francs 50 cent., et que *Boisjoly* le *Bigame* au Palais-Royal était précipité dans un abîme au fond duquel il ne se trouvait qu'une somme de 132 fr.

Quoi qu'il en soit, je me hâte de vous dire que le baryton Lassalle est sorti victorieux de cette nouvelle épreuve et que le souvenir encore si vivant à Paris du Nulso modèle, de l'autre, n'a nullement compromis cette victoire. Sans doute, dans la magnifique évocation du 3<sup>e</sup> acte : *Matelots, le vent change ; tournez au nord* ! Lassalle est manifestement très-inférieur et l'organe, si bien timbré d'ailleurs du débutant, manque essentiellement de gravité ; mais il est difficile de mieux faire valoir le chant nautique qui suit cette évocation : *Admirez, roi des vagues profondes, l'acte suivant, la phrase touchante l'avoir tant adoré ! a été lancée avec une maestria et une sensibilité dignes d'être appréciées par les juges les plus sévères.*

La représentation dont il s'agit, sans pouvoir être comparée, d'ailleurs, pour l'éclat à l'interprétation, à celles où nous avons pu applaudir jadis la fleur des voix des artistes lyriques, n'a pas moins été goûtée avec pleine satisfaction par une assistance moins blasée, moins difficile à émouvoir que la clientèle attirée de l'Opéra, dans les grandes soirées qui ont fait époque sous le dernier règne.

A tout prendre, M. Lassalle n'est pas un Africain à dédaigner, sous aucun rapport. M. Fidès Devries est à plus d'un titre, une adorable loze, dont la voix de soprano, pleine de charme et de pureté, se développe de jour en jour et conquiert tous les suffrages, particulièrement dans le duo final sous le manoir. Enfin, Villaret n'a jamais été plus en voix que le soir de cette reprise, et un critique musical des plus autorisés n'a pu s'empêcher de s'écrier dans un entr'acte, si Vasco de Gama, au lieu de porter, comme il le fait, si courtoisement sur ses larges épaules, le poids du répertoire de l'Opéra, eût un simple déhant, il se serait réveillé, le lendemain, avec une célébrité que toutes les trompettes de la presse auraient annoncée urbi et orbi.

Parlons maintenant, si vous le voulez bien, de la grande question à l'ordre du jour pour les théâtres subventionnés et pour tous ceux qui aspirent à l'honneur d'être leur tour, et gagner leurs éperons... sur

les planches ! Il s'agit des concours publics du Conservatoire national de musique et de déclamation. Ce serait manquer à tous mes devoirs de correspondant théâtral que de ne pas vous en dire au moins quelques mots.

Voilà déjà une huitaine de jours pour le moins que l'Assemblée est ouverte et que lutteurs et luttueuses de ces jeux olympiques se disputent les palmes avec un courage, un acharnement dont il semble que le soleil lui-même se montre jaloux, tant il redouble cette année ses feux caniculaires. Vous me dispensez, je suppose, de toute mention en ce qui touche les exercices des instrumentistes, nonobstant l'appoint obligé qu'ils apportent à l'exécution des œuvres théâtrales, et qu'égard surtout à ce fait que le rôle de l'orchestre, en pareille matière, est absolument impopulaire. Je me borne à vous apprendre *grasso modo* que les concours a été des plus brillants pour le violoncelle et le violon.

Je voudrais pouvoir ajouter immédiatement qu'il en a été de même pour le chant, mais si je désage, comme je le dois, du nombre des concurrents une individualité hors ligne qui semble appelée à un grand avenir, l'estime qu'il suffira d'inscrire comme mention, pour cette récolte : bonne ordinaire. D'anciens plus sévères que moi diraient même : passable.

L'individualité, dont il me faut à présent ériger le nom en toutes lettres, afin que vos lecteurs en prennent note, n'est autre que le jeune baryton Royer, élève de notre ancien premier ténor de l'Opéra, Roger.

Le jeune Royer a obtenu d'emblée, s'il vous plaît, les quatre premiers prix : prix de chant, de solfège, d'opéra et d'opéra-comique. C'est égal, si chaude et sympathique que soit la voix de ce jeune homme, quel dommage que nous ayons en lui un baryton au lieu d'un ténor ! Est-ce que la race des ténors serait sur le point de disparaître, comme celle des carlins ? *Dii omnes avertant !*

Le concours des élèves femmes a été assez terne. Pas de premier prix pour le chant, un second prix seulement à M<sup>me</sup> Tapon, élève de M. Bax, qui a partagé également un second prix d'opéra avec M<sup>me</sup> Wagner. C'est à M<sup>me</sup> Vidal que le premier prix a été décerné. J'allais oublier de vous dire que le second prix de chant est échu en partage à M. Courtois, baryton également, et à M. Dermeis, mais que ce dernier a obtenu seul le second prix d'opéra.







